

APRÈS UN CTPC SOUS PRESSION...



Le SNUI a profité de la réunion du «CTPC emplois» du 28 octobre 2004 pour dénoncer, témoignages du terrain à l'appui, les conséquences néfastes des réformes pour tous les agents des impôts ainsi que les injustices qu'elles provoquent. Ces réformes, nous le savons, ne visent qu'à supprimer des emplois et à préparer des suppressions de sites.

Le SNUI, offensif, porté par le succès de la lettre pétition, a également sommé le Directeur Général de répondre de façon rapide et précise à la longue liste des revendications exposées dans notre courrier du 1er octobre (cf. Unité n° 830).

Entourant le secrétaire général du SNUI et faisant face au Directeur Général, dix militants locaux sont longuement intervenus dès le début de la séance pour clamer avec force et conviction l'importance du malaise des agents.

Améliorer les conditions de travail et les rémunérations, c'est désormais une exigence que M. Parent ne peut plus feindre d'ignorer.

C'est donc sous la pression que le directeur général a apporté quelques éléments de réponses notoirement insuffisants : la situation des agents du SESDO sera examinée au cas par cas, l'abondement de la prime de rendement des contrôleurs en charge de secteurs d'assiette comprenant plus de 7 agents serait mis à l'étude en 2005, le dossier «indemnités kilométriques» aurait été transmis à la Fonction Publique (comme le ministre l'avait déjà dit à la FDSU le 18 octobre).

Ceci étant, aucune mesure d'envergure pour l'ensemble des agents n'a été annoncée, ce qui a fait dire au secrétaire général du SNUI : «Vous vous forcez à croire qu'il n'y a pas de problème global à la DGI, vous feriez mieux de mettre de l'huile dans les rouages plutôt que sur le feu !».

...L'HEURE EST À L'ACTION

La mobilisation entamée le 25 mai dernier a connu quelques rebonds depuis la rentrée.

Un début d'impact se fait sentir, mais il faut aller plus loin en ce mois de novembre pour faire plier Bercy. En effet, Sarkozy n'est pas encore parti et nous ne lui laissons pas de répit. Quant au Directeur Général, il ne peut plus uniquement se contenter de se gargariser des bons résultats des services sans reconnaître les qualifications mises en oeuvre. Le ras le bol se généralise, les agents continuent de réclamer leur dû et il va bien falloir leur donner !

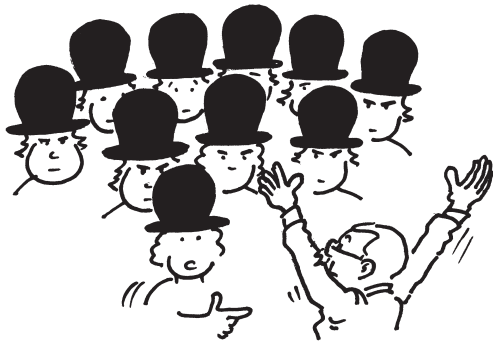
Du côté de l'intersyndicale DGI, un communiqué commun a été signé par cinq syndicats qui appellent les agents à multiplier les mobilisations et à développer toutes formes d'actions au niveau local.

Pour le SNUI, l'attentisme n'est pas de mise et la Centrale doit s'engager à :

- Appuyer notre demande d'un plan de qualifications de grande ampleur, notamment en faveur des agents de catégorie C.
- Reconnaître la réalité de la vie dans les services et réparer les injustices et les incohérences des régimes indemnitaires.
- Garantir le maintien de tous les sites informatiques dans le cadre du plan de restructuration qu'elle prépare.
- Faire revaloriser les indemnités kilométriques.

Sur tous ces sujets, le Directeur Général peut et doit agir !

Au dos, les actions proposées par le SNUI



La Direction Générale face au «terrain»

En entamant le CTPC par dix interventions de militants locaux, fidèles rapporteurs de vos revendications, le SNUI a «secoué» le Directeur Général. Voici quelques extraits :

«Les agents en ont ras le bol, en ont marre, la coupe est pleine. Il est urgent de prendre en considération cette situation explosive», a tonné **Corinne, du Rhône**.

Dany, du Val-de-Marne, a déclaré : «Les conséquences de vos réformes, c'est surtout le travail en plateau où s'entassent des agents qui sont en train d'y perdre leur technicité, leurs repères et pire, qui y perdent aujourd'hui leur santé».

«Les stages des contrôleurs sortant de l'ENI sont plombés par les conséquences des réformes de structures», a déploré **Odile, inspectrice stagiaire en Ile-de-France**.

Xavier, de Nord-Lille : «Si je suis ici aujourd'hui, c'est pour vous entendre vous exprimer sur toutes les contradictions relevées entre les effets d'annonce et la réalité du terrain».

«Tous les ministres et les directeurs généraux dans leurs discours officiels ne cessent de vanter les qualifications des agents mais quelle reconnaissance ont ces derniers en retour ?», s'est écrié **Bruno, de Charente-Maritime**.

Pour **Denis, de Marseille** : «Il faut en finir avec l'hypocrisie des indicateurs».

«Les CSI sont aussi dans la tourmente et 2005 marque la fin brutale du protocole Brouzes et du PESI. Les agents n'ont aucune visibilité, ils exigent des garanties pour leur avenir», a lancé **Liliane, du CSI d'Angers**.

Thierry, de la Nièvre, a déploré le fait que : «Les agents ne s'y retrouvent plus quand ils reçoivent leur fiche de paye. Ils se demandent même combien ils vont perdre lors de la prochaine réforme».

Christian, de l'Ardèche, a affirmé : «Les agents ne voient pas arriver le partage des fruits de l'effort collectif mais voient venir la course aux médailles avec la procédure d'évaluation-notation, l'entretien de fixation des objectifs, le contrat».

Enfin, **Hervé, de la Dircofi IDF Ouest**, s'est exclamé : «Arrêtez la politique de l'apparence, pourra-t-on un jour travailler dans la confiance ?».

RÉCLAMONS NOTRE DÛ !

Après les 31 000 signatures et les diverses actions organisées depuis la rentrée (Rhône, Paris-Est, CSI, ENI,...) il faut amplifier l'action. Le rythme des AG et des HMI doit s'accélérer.

Lors de l'intersyndicale du 22 octobre, le SNUI a proposé un calendrier d'initiatives à déployer à partir du 15 novembre, sans perdre du regard le niveau Fonction Publique.

Parmi nos propositions, il faut mettre en débat :

- Une «**interpellation musclée**» le 18 novembre des DSF et de tous les délégués inter-régionaux, véritables organisateurs des stratégies locales de réforme.
- Une vague de «**conférences de presse**» locales et de distribution de «**tracts au public**» du 16 au 19 novembre pour exposer les problèmes dans les DSF et les structures de contrôle fiscal (conférence de presse nationale le 16 novembre).
- Une opération «**voitures au garage**» dès le 15 novembre pour obtenir la revalorisation des IK et des frais de missions.

